

# *Une ligne dure pour un accessoire malmené*



Par : Roberto Morejón

L'annonce faite par le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, de rétablir ce qu'il appelle une politique de ligne dure à l'égard de Cuba, est basée sur des arguments erronés et discutables.

L'ancien sénateur républicain a dénoncé les décisions du département d'État de rétablir la liste restreinte de Cuba, en référence aux entreprises auxquelles des sanctions sont appliquées.

Il a également supprimé l'exemption du titre III de la loi Helms-Burton et coupé un canal d'envoi de fonds des Cubains vivant aux États-Unis vers leurs proches dans l'archipel des Car

Ces décisions ne sont pas surprenantes, malgré leur virulence et leur haine, puisque les législateurs d'origine prétendument cubaine sont le fer de lance de la lucrative industrie anti-cubaine à Miami.

Aujourd'hui regroupés autour du président Donald Trump, qui a également attiré d'autres personnes d'origine cubaine présumée sans être législateurs, ils travaillent tous de manière obsessionnelle pour étouffer les résidents de la nation caribéenne, sous le prétexte de sanctionner ce qu'ils appellent le régime de La Havane.

Le gouvernement cubain a fait des déclarations officielles rapides et énergiques dans lesquelles il met à nu les véritables intérêts de ceux qui cherchent frénétiquement à plonger le pays caribéen dans la privation matérielle, aggravée par le blocus américain.

Les récentes décisions de l'agressif Marco Rubio ne peuvent être dissociées de celles prises précédemment, comme le rétablissement de la place de Cuba sur une liste frelatée de pays présentés à Washington comme des sponsors du terrorisme.

Rubio a juré devant une commission de confirmation du Sénat que le pays caribéen abritait bel et bien le terrorisme, en déni de ce qu'ont affirmé les agences officielles américaines consultées par Joseph Biden.

À tout cela s'ajoute la décision de l'administration Trump d'envoyer des milliers de migrants expulsés vers la base usurpée de Guantánamo, dans l'est de Cuba.

Nous assistons à un retour à la ligne la plus corrosive de l'administration républicaine à l'égard de Cuba, par le biais de mesures criminelles, comme l'a décrit le ministre des affaires étrangères Bruno Rodríguez, qui les a également définies comme un nouvel acte de provocation.

Ces dénominateurs s'opposent à ce que prétend Marco Rubio au sujet des nouvelles dispositions.

Le républicain, qui ment également sur ce qu'il appelle l'ingérence malveillante de La Havane dans le monde, affirme que l'intention des récentes mesures est de protéger les États-Unis et d'aider le peuple cubain.

---

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/376000-une-ligne-dure-pour-un-accessoire-malmene>



**Radio Habana Cuba**